



COMMUNE DE VELLERON

ARRÊTE MUNICIPAL 2021-158 Permission de voirie

Le maire de la ville de VELLERON...

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212-1 et L2212-2,
Vu la demande en date du 27 Septembre 2021 par laquelle CPCP TELECOM Partenaire
d'orange Domicilié(e) à 269, Chemin du Fournalet 84700 SORGUES (07.62.00.36.95)
sollicite l'autorisation d'ouverture de chambre Telecom et tirage de câble optique sur le réseau
souterrain et aérien déjà existant sur la voie publique Chemin de Cambuisson (du 820,
Chemin des Gypières au croisement rue Marie Mauron)...

ARRETE :

Article 1

CPCP télécom (opérateur orange) est autorisé(e) à réaliser les travaux d'ouverture de chambre Telecom et tirage de câble optique sur le réseau souterrain et aérien déjà existant sur la voie publique Chemin de Cambuisson (du 820, Chemin des Gypières au croisement rue Marie Mauron)...

Article 2

pour la période du 06/10/2021 jusqu'au 19/10/2021 et seulement au droit de la propriété du bénéficiaire de l'autorisation dans le respect des prescriptions techniques ci-après : *(le plan parcellaire est ci-annexé avec l'indication de l'occupation autorisée)*. La bande d'arrêt d'urgence sera neutraliser pour les travaux la chaussée sera empiétée et une limitation de 50 km/h sera appliquée aux abords des travaux.

Article 3

Les aménagements ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et au libre accès des propriétés riveraines. Les éléments du domaine public communal ne devront faire l'objet d'aucune dégradation.

Article 4

Les travaux ne pourront débuter qu'à la date du 06/10/2021 et devront être achevés impérativement avant le 19/10/2021.

L'inexécution des travaux dans le cadre des délais prescrits conduira le bénéficiaire à déposer une nouvelle demande.

Article 5

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention. En cas de travaux présentant un caractère de dangerosité pour la circulation ou les usagers du domaine public, les opérations de réhabilitation seront opérées sous le contrôle des services techniques.

Article 6

La commune conserve le droit d'effectuer dans le cadre de ses missions d'intérêt général, les travaux sur les ouvrages du bénéficiaire, à charge pour elle de procéder à leur remise en état.

Article 7

La présente autorisation est précaire et révocable. Elle pourra faire l'objet d'une mesure de retrait en cas d'urgence, pour préserver l'intérêt du domaine public ou en vue de la réalisation de travaux publics, sans qu'aucun droit à indemnité ne soit reconnu au profit du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 8

La présente autorisation ne dispense pas son bénéficiaire de se conformer aux dispositions édictées par le Code de l'urbanisme.

Article 9


Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et de sa publication.

L'Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune
- La Police Municipale
- Les Services Techniques de la commune
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Pernes les Fontaines
- CPCP TELECOM;

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à VELLERON, le VINGT SEPT SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT ET
UN

Le Maire, 

Philippe ARMENGOL